



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

22 JUIN 2016

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Max LEYDIER

☎ : 04 72 61 37 84

✉ : max.leydier@rhonc.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-
Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 actualisant l'ensemble des prescriptions réglementant l'établissement exploité par la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES – RGS, ZAC « Les Vernailles », 500 boulevard Napoléon Bullukian à SAINT-GEORGES-DE-RENEINS ;

VU le rapport du 20 avril 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 20 avril 2016 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS exploité par la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES – RDS NORD a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- le bâtiment ouvert sur sa partie « Est », implanté à plus de 5 mètres des limites de propriété à l'Ouest, ne comprend pas un mur coupe feu de degré 2 heures sur toute sa hauteur, (point 7.2.1.1 de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 précité),
- aucune Analyse Risque de Foudre (ARF) n'a été réalisé par la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES – RDS NORD (arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié précité),
- le site n'est équipé ni d'un système d'alarme incendie ni d'un système de détection automatique d'incendie à l'intérieur du bâtiment (point 7.2.5 de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 précité) ;

CONSIDERANT que la société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES – RDS NORD ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS, les dispositions des points 7.2.1.1 et 7.2.5 de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 suscité, ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié précité ;

CONSIDERANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires afin de se conformer aux dispositions des points 7.2.1.1 et 7.2.5 de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 suscité, ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société RECYCLAGE GRAVATS SERVICES – RDS NORD, pour son établissement situé ZAC Les Vernailles 500, boulevard Napoléon Bullukian à SAINT-GEORGES-DE-RENEINS, est mise en demeure de respecter les dispositions :

-au plus tard le 31 aout 2016 :

- du point 7.2.1.1 de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 précité en faisant élever un mur coupe-feu de degré 2 heures sur toute sa hauteur à l'Ouest du bâtiment ;

- de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé en faisant réaliser une Analyse du Risque de Foudre (ARF); cette ARF devra être transmise à l'inspection des installations classées au plus tard le 15 septembre 2016 ;

- **au plus tard le 30 octobre 2016** du point 7.2.5 de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 susvisé, en installant à l'intérieur du bâtiment un système de détection automatique d'incendie ainsi qu'un système d'alarme incendie ;

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **22 JUIN 2016**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général adjoint
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon


Denis BRUEL

